

Xavier Fontanet : "L'État doit comprendre qu'il est au service des entreprises"



En présentant ses "34 plans" en faveur de l'industrie, le gouvernement démontre, une fois de plus, son envie de recoller les morceaux avec les entreprises mais surtout de faire redémarrer l'activité.

Atlantico Business : De plans pour l'industrie en investissements d'avenir, le gouvernement peut-il faire redémarrer les entreprises et particulièrement le secteur industriel ?

Xavier Fontanet : Ça va être compliqué car avec tout ce qui a été mis en place, on ne touche qu'une toute petite partie de l'économie. Le vrai sujet ce n'est pas vraiment de redonner de l'énergie à tel ou tel secteur, il faut redonner de l'énergie à toutes les entreprises. Un exemple très simple, la somme de tous les actifs des sociétés non financières c'est entre 3000 et 4000 milliards d'euros. Quand le gouvernement présente ses 34 mesures en faveur de l'industrie pour 3,7 milliards d'euros, on se rend bien compte que ce n'est même pas 0,1% du total ! Idem pour la BPI et ses 40 milliards de capitaux, c'est 1% tout au plus. Et en plus, tout cela est financé par des impôts.

A-t-on les moyens de redonner de l'énergie à "toutes les entreprises" ?

Il n'y a qu'une seule façon de procéder : Il faut baisser les impôts. Et pour baisser les impôts il faut baisser les coûts de la sphère publique. Il y a, par exemple, un gisement gigantesque dans les régions où l'on injecte actuellement près de 200 milliards d'euros, tout ça en plus, pour créer des doublons de compétence avec les départements et avec l'État. Le gouvernement doit comprendre qu'il est beaucoup plus urgent de baisser le coût des dépenses chez lui que de faire des plans. Parce que les plans d'un côté, c'est forcément des impôts de l'autre. J'ai, au cours de ma carrière, rencontré des tas de patrons d'entreprises mondiales qui, regardant leurs comptes, me disait qu'il y avait moins d'argent en France que dans les autres pays. Pourquoi ? La réponse est simple : trop d'impôts, trop de réglementations, trop de complications. Avec du recul, on se rend compte que c'est paradoxale de beaucoup fiscaliser les entreprises et ensuite de leur dire "Allez-y, foncez !", en lançant je ne sais quelle plan.

Ce discours, les chefs d'entreprise l'ont depuis longtemps. Pourquoi les hommes politiques n'agissent pas en conséquence ?

Le problème c'est que ni la gauche ni la droite, de part leur histoire respective, ne fait confiance aux entrepreneurs. L'État doit comprendre qu'il est au service de la société, au service des entreprises. Quand un gouvernement investit pour financer ses entreprises, ça ne sert strictement à rien puisqu'il a piqué l'argent ailleurs. Le seul service que ce gouvernement peut rendre à son économie, c'est de réduire, c'est de maigrir. Il ne faut surtout pas commencer à rentrer, comme il vient de le faire avec ces 34 plans pour l'industrie, dans le micro-management. Il y a plus de 3 millions d'entreprises en France et plus de 100.000 secteurs... L'État ne peut pas gérer tout cela, qu'il fasse confiance aux entrepreneurs, qu'il les libère de la bureaucratie et allège leurs impôts.

Propos recueillis par [Julien Gagliardi](#)

[>> Retrouvez Atlantico Business sur Twitter](#)

[>> Retrouvez Atlantico Business sur Facebook](#)